

BOUIRA

Sit-in des transporteurs d'Ouled Bouchia devant le siège de l'APC

Plusieurs dizaines de transporteurs du quartier Ouled Bouchia, situé à la périphérie sud de la ville de Bouira, se sont rassemblés hier matin devant le siège de l'APC pour protester contre l'état lamentable des routes au niveau de ce quartier.

Selon des transporteurs que nous avons rencontrés récemment sur les lieux, des travaux d'aménagement ont été entamés depuis le mois d'octobre dernier mais l'entreprise qui devait les achever et remettre la chaussée en l'état a quitté les lieux en laissant des amas de terre au bord des routes.

Aussi, juste après les premières pluies de novembre, le quartier est devenu un véritable champ de patates, et quelques semaines plus tard, et par manque de canaux d'évacuation, les eaux de pluie se sont transformées en cloaque dégageant des odeurs insupportables. Outre ces odeurs, et depuis

plus d'une semaine et à cause des pluies abondantes, les routes se sont transformées en une mare dans laquelle les écoliers et tous les gens devant regagner leurs lieux de travail durant la matinée pataugent et se voient obligés de mettre des bottes pour pouvoir traverser la voie.

Une voie que même les transporteurs ont refusé d'emprunter sur ces centaines de mètres qui relie le quartier Ouled Bouchia et le CW127, plu-

sieurs fosses se sont créées au fil des semaines à cause de la dégradation de la chaussée.

Hier, les transporteurs qui sont quotidiennement harcelés par les habitants de ce quartier pour les conduire jusqu'à l'intérieur au lieu de les laisser à quelque 300 mètres, voulaient rencontrer le P/APC pour lui faire part de leurs problèmes et l'inciter à ordonner à l'entreprise qui avait abandonné les travaux à les reprendre.

Y. Y.

Les propriétaires de fusils de chasse reviennent à la charge

Plusieurs dizaines de propriétaires de fusils de chasse de la wilaya de Bouira se sont rassemblés hier, au niveau de la place des Martyrs, pour décider de l'action à entreprendre afin de faire pression sur les pouvoirs publics pour récupérer leurs armes.

Finalement, les représentants de ces propriétaires se sont déplacés vers le siège du secteur opérationnel de Bouira pour s'enquérir du dossier. Sur place, les représentants, reçus par le colonel du secteur militaire, ont été informés de la présence au niveau du groupement de la gendarmerie de Bouira, de 364 fusils prêts à être remis à leurs propriétaires. Durant la même rencontre, ils apprirent qu'un autre quota de

310 fusils est également disponible et fait actuellement l'objet d'enquêtes individuelles sur leurs propriétaires. Il faut rappeler que dès le mois de juillet 2014, soit quelques semaines après la réélection de Boutefflika pour un quatrième mandat, les propriétaires de fusils de chasse qui ont eu des engagements de la part du directeur de campagne, Abdelmalek Sellal quant à la restitution de toutes les armes remises aux autorités dans les années 1990, à leurs propriétaires, ont reçu les premiers quotas de fusils de chasse. Au total, durant l'année 2014, quelque 1 300 armes ont été restituées à Bouira. Cependant, ce chiffre est jugé insignifiant par les représentants des propriétaires de fusils de chasse puisque, à Bouira, ce sont plus de 8 000 fusils de chasse qui sont toujours confisqués par l'Etat.

Cela étant, et d'après le porte-parole de ces pro-

priétaires à Bouira, Guerrache Abdelkader, la nouveauté qui est à relever et qui donne du crédit aux déclarations des responsables, est cette information que le colonel du secteur opérationnel de Bouira vient de leur donner et qui consiste en l'ouverture à Boufarik d'un atelier qui sera chargé de la réparation des fusils endommagés avant de les restituer à leurs propriétaires. Une information qui les conforte puisqu'ils savent que leurs armes ont été utilisées dans le cadre de la lutte antiterroriste, et que l'Etat les a redistribuées aux Groupes de légitime défense communément appelés les GLD, un corps de supplétifs de l'armée, et qui a grandement participé à la lutte antiterroriste durant les années 1990. D'ailleurs, c'est à partir de cet atelier que les propriétaires dont les armes sont déclarées irrécupérables, seront indemnisés.

Y. Y.

SALON INTERNATIONAL SCOBBI

Valoriser les métiers de la boulangerie et de la pâtisserie à Oran

La troisième édition du Salon de la boulangerie, de la biscuiterie et des équipements des métiers de bouche (Scobbi) s'ouvre aujourd'hui et jusqu'au 11 février 2015, au Centre des conventions d'Oran.

Organisé par l'agence Myriade communication, sous le parrainage du ministre du Commerce et soutenu par le wali d'Oran, le Salon Scobbi réunit, indiquent les organisateurs, «en un seul lieu toutes les offres et solutions pour la boulangerie et pâtisserie modernes, afin d'apprécier le savoir-faire professionnel des exposants, de démontrer par la pratique à un vaste public l'évolution et les progrès de l'art

boulangier et de stimuler les jeunes de la profession». Durant les trois jours du Salon, les exposants proposeront des démonstrations animées par des maîtres boulangers et pâtisseries pour faire valoir les produits, les équipements et sensibiliser l'opinion publique sur les formations dispensées pour assurer une production naturelle, saine et de qualité. De grands groupes seront présents au Salon tels que SIM,

Amor Benamor, Groupe Cevital, les Eriad : Sidi-Bel-Abbès, Tiaret, Sétif, le groupe Azzouz, Sopi, Ciepa, Oran équipement, Fomab, Annabi international, Talaoubrid, Sarl Kaci, Sarl Mehyas, des entreprises étrangères telles que : Clextral, Lesaffre, The Mecatherm

Group et bien d'autres. Cette édition verra également la participation des boulangers sélectionnés pour représenter l'Algérie à la Coupe du monde de la boulangerie Louis Lesaffre 2016, pour des démonstrations inédites.

Amel Bentolba

MOSTAGANEM

La CCI Dahra honore les siens

Les cérémonies de sortie en retraite sont aussi l'occasion de mettre à l'honneur des personnes qui ont marqué de leur passage à la chambre du commerce et de l'industrie Dahra.

A la fin de la semaine dernière, le président, M. Bezzaouch Abdelkader et ses collaborateurs du bureau de la CCI Dahra, les représentants de l'UGCAA de la wilaya et de la société civile ont eu la louable initiative d'organiser une réception en l'honneur de M. Benaïssa Noureddine qui a fait valoir ses droits à la retraite. Chacun des intervenants qui ont pris la parole ont trouvé les mots exacts pour lui rendre un hommage pour ses années de labeur au service de la CCI. Professionnellement dynamique, apprécié par ses pairs, il s'est investi dans sa mission de travail, devenant une référence.

Le directeur sortant a eu la noble tâche d'installer la première chambre de commerce régionale du Dahra composée des wilayas de Mascara, Relizane et Mostaganem en 1996

après avoir exercé la fonction de directeur de la concurrence et des prix dans la wilaya d'Oran et celle de directeur de la chambre de commerce régionale de

l'Oranie. Pendant sa retraite, M. Benaïssa Noureddine activera cette fois au sein de la Fédération nationale des parents d'enfants inadaptés (FNPEI) et de président de l'association El Ihssane d'aide aux enfants inadaptés mentaux à Mascara.

A. B.

POUR VOL DE MOBILE

Un jeune de 22 ans écroué à Skikda

Le procureur de la République de Skikda a placé sous mandat de dépôt un jeune de 22 ans, pour vol à la sauvette d'un téléphone mobile.

L'affaire a été traitée par la Sûreté urbaine extra-muros de Filfila. C'est suite à une plainte déposée par un sexagénaire, au sujet d'un vol dont il a été victime alors qu'il se dirigeait vers la mosquée pour faire la prière du Fadjr, que les éléments ont diligenter l'enquête. La victime a été, selon sa déposition, apostrophée par un jeune inconnu, lui demandant l'heure. En voulant satisfaire sa demande, le vieux s'est vu subtiliser le mobile qu'il a extrait de sa poche.

Les investigations, basées sur des techniques modernes de détection, ont abouti à l'arrestation du voleur, qui a été reconnu par sa victime, d'où sa mise en détention préventive.

Zaïd Zoheir

MÉDÉA

Vers la sécurisation sanitaire de la RN1

Afin de sécuriser sur le plan sanitaire la RN1, sur son tronçon passant par Hamdania, l'administration de l'établissement public de la santé de proximité de Médéa vient de décider de rallonger l'horaire de travail de l'équipe médicale du centre sanitaire de la commune de l'ex-camp des Chênes (Hamdania) sur la RN1.

Désormais, cette structure proposera ses services aux riverains et aux usagers de la route jusqu'à 18 heures plutôt que 16 heures jusque-là. Cette mesure a été prise pour assurer une prise en charge sanitaire rapide en cas d'accidents de la circulation et d'intempéries. D'autre part, on n'est pas sans savoir que la RN1, transformée aujourd'hui en grand chantier, est devenue le théâtre incontestable d'incessantes tragédies de la route. Les aléas naturels, en l'occurrence les chutes de neige, les éboulements et les crues quelquefois, font beaucoup dans la problématique également. Tous ces facteurs font de cette route nationale un véritable point noir.

Ainsi, un personnel médical et paramédical réparti en deux équipes qui fonctionneront en alternance et assureront une prestation de services tous les jours jusqu'à 18 heures, prendra en charge les urgences en priorité, en attendant que l'unité secondaire de la Protection civile de Médéa à Hamdania se fixe dans cette commune. Apparemment, les citoyens approuvent l'idée et qualifient l'initiative de louable, surtout en l'absence de toute autre structure sanitaire proche de leur commune.

M. L.

JIJEL

Après un blocage de 5 mois, le wali gèle l'APC de Taher

Le wali de Jijel a gelé l'Assemblée populaire communale de Taher, jeudi dernier, en chargeant le chef de daïra et des administrateurs de gérer les affaires courantes des citoyens.

En effet, selon des sources locales, cette décision a été prise par le chef de l'exécutif suite à un blocage qui a duré plus de 5 mois, ce qui a pénalisé lourdement la population locale de la troisième commune de la wilaya. Il convient de rappeler que 18 membres de ladite Assemblée sur un total de 23 ont réclamé ouvertement, dans un communiqué rendu public il y a plus de 5 mois, le départ du maire d'obédience RND dont les décisions sont contestées par les élus frondeurs qui ont refusé en bloc toutes initiatives de dialogue, en dépit de la souplesse affichée par le premier responsable de la wilaya pour ne pas pénaliser les citoyens mais en vain... Selon nos sources, cette décision est susceptible de débloquer la situation face à l'entêtement des deux parties dans une commune livrée à elle-même, en dépit des potentialités financières dont elle dispose. Affaire à suivre.

B. M. C.